

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—LA FERMETURE DE L'AMBASSADE À SAÏGON—
L'AIDE AUX VIETNAMIENS CANDIDATS À L'IMMIGRATION AU
CANADA

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Peut-il dire à la Chambre quelles mesures le gouvernement prend actuellement pour remédier à la situation déplorable qui existe à Saïgon où beaucoup de Vietnamiens du Sud, y compris nombre de loyaux employés du gouvernement canadien, semblent avoir été tristement abandonnés par celui-ci. Des Vietnamiens qui avaient été invités à revenir à l'ambassade pour faire contrôler leur visa découvrent que l'ambassade est fermée. Nous dira-t-il aujourd'hui, d'une façon générale, que la compassion du Canada l'emportera, étant donné la gravité de la situation, sur les inhibitions administratives d'un régime apparemment au bord de l'effondrement?

● (1110)

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, nous n'avons rien appris pour confirmer la nouvelle qu'il y aurait des Vietnamiens à qui le gouvernement vietnamien aurait délivré des autorisations de quitter Saïgon et qui seraient en mesure de se rendre à l'aéroport pour venir au Canada. Voilà pourquoi je trouve, à l'instar des députés, qu'il s'agit là d'une situation extrêmement difficile et extrêmement tragique.

Des voix: Quelle mesquinerie!

M. Sharp: Le gouvernement du Canada, à l'exemple de celui de tous les autres pays, sauf la France et les États-Unis, a décidé de retirer de Saïgon les membres de ses missions parce que leur vie était en danger. Nous n'avons pas pris cette décision seuls; nous avons consulté auparavant tous nos amis et alliés.

Une voix: Sauf les États-Unis et la France.

M. Sharp: La situation des États-Unis au Vietnam est tout à fait spéciale, car ils sont alliés aux Vietnamiens sur le plan militaire. Ils ont des effectifs militaires au Vietnam ou dans les environs, alors que nous n'avons rien de tel, non plus que nos autres alliés. Les Français ont décidé de rester pour des raisons tout à fait différentes. Je ne pense donc pas que le gouvernement canadien se soit montré le moins dur; mon collègue, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, se fera un plaisir de nous dire combien de Vietnamiens sont parvenus à quitter leur pays, et il confirmera que nous sommes disposés à en accueillir davantage s'ils peuvent obtenir la permission de partir et s'ils trouvent un moyen de se rendre aux aéroports.

M. Macquarrie: Puisque le ministre n'est pas au courant, insistera-t-il auprès du gouvernement pour connaître exactement la situation, et essaiera-t-il de savoir si l'on conseille bien aux Canadiens de dire aux pauvres Vietnamiens de tâcher de s'adresser aux Américains, parce qu'ils ont réussi à simplifier les formalités administratives? En outre, trouve-t-il un moyen d'utiliser l'avion bloqué à Hong Kong qui, après avoir transporté les pianos, les gens et les voitures, pourrait retourner chercher d'autres personnes?

[M. l'Orateur.]

M. Sharp: D'après les renseignements que j'ai, le gouvernement américain observe lui aussi les lois vietnamiennes. De plus, je tiens à bien préciser qu'il restait beaucoup de place libre dans l'avion en question et qu'il aurait pu ramener d'autres personnes si celles-ci étaient parvenues à passer le contrôle à l'aéroport. Je pense que les députés ne se rendent pas bien compte du fait que des policiers et des militaires surveillaient l'aéroport et empêchaient les Vietnamiens de monter à bord des avions parce qu'ils n'avaient pas l'autorisation du gouvernement vietnamien.

VIETNAM—L'AIDE AUX VIETNAMIENS CANDIDATS À
L'IMMIGRATION AU CANADA—LA PROCÉDURE ADOPTÉE PAR
LES É.-U.

M. Jake Epp (Provencher): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant, monsieur l'Orateur. Pourquoi le Canada n'a-t-il pas adopté l'attitude plus humanitaire des États-Unis? D'après les nouvelles, les Américains ont passé outre aux formalités administratives du gouvernement local et font sortir des centaines de Vietnamiens qui ont travaillé avec eux. Pourquoi n'avons-nous pas adopté cette attitude plutôt que de respecter scrupuleusement les restrictions, tellement inutiles en ce moment, que le gouvernement local de Saïgon nous impose?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je sais que le gouvernement américain n'apprécierait pas le genre d'observations que vient de faire le député. Que je sache, ils respectent les lois du Vietnam.

VIETNAM—LE CAS DES RÉFUGIÉS CHILIENS ET LES CRITÈRES
APPLIQUÉS AUX VIETNAMIENS

M. Jake Epp (Provencher): Pourquoi le gouvernement canadien a-t-il adopté deux poids, deux mesures à l'égard des réfugiés? Dans le cas des réfugiés chiliens on avait exercé beaucoup de pressions pour les accueillir au pays, mais on ne fait pas la même chose dans le cas du Sud-Vietnam.

Des voix: Bravo!

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): On applique exactement les mêmes critères. La différence, c'est que le gouvernement chilien avait donné aux Chiliens la permission de venir au Canada. Nous n'avons pas réussi à obtenir la permission du gouvernement sub-vietnamien.

* * *

LES FINANCES

LA MAJORATION DU TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE PAR
LES BANQUES—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser au ministre des Finances, mais comme il est absent, peut-être pourrais-je l'adresser au premier ministre suppléant, lui-même ancien ministre des Finances. Plusieurs grandes banques semblent avoir haussé leur taux d'intérêt hypothécaire ces derniers jours pour réagir à la hausse de la demande d'hypothèques qui fait suite à la demande d'habitations à revendre. Comme cette décision des banques de hausser leurs taux d'intérêt aura pour effet d'annuler tous les avantages de la politique que le gouvernement tente d'appliquer dans le marché du logement—comme la réduction